

Pouvoir d'emprunt—Loi

tions à la Chambre, hier, du ministre d'État chargé de la Privatisation. Je l'ai dit hier et je le répète aujourd'hui: il est ridicule de citer ce chiffre. Je demande au député qui vient de parler s'il n'est pas d'accord avec moi?

M. Sobeski: Les députés jouent avec les chiffres.

Des voix: Oh, oh!

M. Sobeski: Je citais les budgets de 1968-70. En fin de compte, la croissance de la dette est de 9,9 p. 100 et c'est la première fois en 15 ans qu'elle tombe au-dessous de ce chiffre. Les citoyens et les contribuables du Canada comprennent bien que, actuellement, 31 cents de chaque dollar d'impôt sert à payer l'intérêt sur la dette. Si le gouvernement ne fait pas quelque chose, ce chiffre va passer à 40 cents, puis 50 cents. La conséquence sera que le gouvernement devra continuer à augmenter les impôts. Nous ne serons pas en mesure d'offrir de nouveaux programmes. Nous imposerons les contribuables seulement pour payer l'intérêt.

• (1250)

Le dernier budget montre très clairement que le montant de la dette nationale nous rend soudainement très vulnérables. Mais le budget révèle aussi dans deux ans, le pire sera passé. En quatre ans, nous aurons ramené le déficit annuel à 15 milliards de dollars, et si plus tard nous levons les impôts nécessaires, nous serons mieux en mesure alors de financer tous les programmes que les Canadiens souhaitent avoir.

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Madame la Présidente, je tiens à féliciter le député de Cambridge (M. Sobeski) dont la contribution au débat ce matin a été très utile et très instructive. Je crois qu'il est important de signaler ce que les statistiques révèlent depuis quatre ans, à savoir que comparativement à 1984, un million et demi de Canadiens de plus travaillent aujourd'hui.

Il faut savoir aussi ce qui compose la dette nationale et comment a évolué le déficit au cours des quatre ou cinq dernières années. Le budget de 1984-1985 a été le dernier budget du gouvernement libéral précédent. Le déficit s'élevait alors à 38 milliards de dollars. Plus de la

moitié était attribuable au programme de dépenses du gouvernement précédent.

La vérité, c'est qu'en l'espace de quatre ans, le ministre des Finances (M. Wilson) du gouvernement actuel a freiné le déficit en équilibrant les dépenses gouvernementales au titre des programmes courants et les recettes fiscales. Tout le déficit des quatre dernières années est uniquement attribuable aux intérêts qui se sont accumulés pendant ces années de gouvernement libéral.

Fait à noter, l'argent que nous dépensons aujourd'hui et qui gonfle le déficit sert à payer l'intérêt sur la dette accumulée par les libéraux, pas des stupidités comme le crédit d'impôt à la recherche scientifique, Katimavik, Canadair, de Havilland et d'autres gaspillages dont nous avons été témoins dans le passé.

Voici une question pour mon collègue: les députés de l'opposition ne sont-ils pas hypocrites quand ils affirment que des hausses massives de dépenses publiques sont à l'origine du déficit? N'est-il pas vrai que le déficit découle directement de la mauvaise gestion et des dépenses exorbitantes de l'ancien gouvernement libéral?

M. Sobeski: Je remercie le député de Swift Current—Maple Creek—Assiniboia (M. Wilson). Nouveau membre du Comité des finances, je suis fier de ces responsabilités et du bel héritage laissé par mon collègue et d'autres qui ont fait la renommée du Comité.

Si je ne m'abuse, le député fait allusion au fait que, en parlant du gouvernement, j'ai dit que nous avons tous admis en 1968, 1970, 1974 et 1978 que nous aurions des problèmes si la dette n'était pas ramenée sous contrôle. La différence, c'est que notre gouvernement l'a admis en 1984, mais que nous nous attaquons au problème au lieu de faire de beaux discours et d'oublier l'accroissement des dépenses. Voilà la différence entre ce que nous entendons depuis vingt ans et ce que le gouvernement actuel fait.

M. Pickard: Madame la Présidente, un mot seulement de la question de responsabilité dans les dépenses. Je note que, comme mon collègue l'a signalé, le député blâme les libéraux pour le pétrin budgétaire où nous sommes aujourd'hui.